

Concept de subventions d'encouragement 2023-2027

1. Situation initiale

La pénurie de personnel qualifié est un fait dans tous les domaines de soins du canton de Berne. Que ce soit à cause du Coronavirus ou non, la formation en soins infirmiers ES connaît actuellement un grand succès qu'il s'agit d'exploiter et de développer pour faire face à la pénurie de personnel qualifié.

L'objectif du programme d'encouragement est d'atteindre le segment des étudiants potentiels en soins infirmiers ES âgés de 27 ans et plus, qui n'ont pas encore envisagé de suivre la formation pour des raisons financières. Ce groupe cible doit pouvoir subvenir à ses propres besoins pendant la période de formation. De plus, selon les cas, il peut exister des obligations d'entretien pour ses propres enfants. Le soutien financier doit permettre à ce groupe cible (professionnels tardifs / personnes changeant de voie) de suivre la formation en soins infirmiers au niveau de l'école supérieure (tertiaire B). Pour ce faire, un salaire mensuel plus élevé de CHF 3'500.- (yc 13e salaire => 13 x 3'500 = CHF 45'500.- par an) est versé pendant la période de formation.

2. Bases légales

Motion "Pénurie de personnel qualifié dans la formation en soins infirmiers ES : il faut maintenant un coup de pouce supplémentaire" de juin 2021.

3. Objectifs

- Le potentiel des étudiants de 27 ans et plus qui s'intéressent à la formation en soins infirmiers ES, mais qui ne peuvent pas se le permettre en raison de leurs moyens financiers, est exploité.
- Le nombre de recrutements est augmenté, le nombre d'étudiants entre les semestres de printemps et d'automne est équilibré.
- La pénurie de personnel qualifié dans les institutions bernoises du secteur de la santé est atténuée.
- 10 étudiants seront accueillis chaque année de 2023 à 2027 (les étudiants du programme d'encouragement seront donc soutenus financièrement de 2023 à 2030). 9 places de formation sont financées au BZ Pflege à Berne pour les germanophones, 1 place de formation est financée au ceff SANTÉ-SOCIAL à St-Imier pour les francophones.

4. Groupe-cible et critères

Toute personne intéressée dès l'âge de 27 ans au bénéfice d'un contrat de formation avec l'école qui

- est domiciliée dans le canton de Berne depuis au moins 2 ans (selon le droit à des bourses d'études),
- a subvenu à ses besoins de manière indépendante au cours des 2 dernières années et ne reçoit pas d'autres soutiens financiers (privé ou familial), et qu'il est prouvé qu'elle ne peut pas financer son entretien avec le salaire ordinaire pendant la formation en soins infirmiers ES,
- a passé avec succès la procédure d'admission,
- s'engage à travailler en tant qu'infirmier/infirmière diplômé(e) dans le canton de Berne pendant au moins deux ans après la fin de la formation.

5. Demande de subvention

- En s'inscrivant à la formation en soins infirmiers ES, la personne déclare son intention de déposer une demande de subvention après avoir été admise à la formation en soins infirmiers ES.
- En s'inscrivant, elle remet le document "Demande de subvention".
- La procédure d'admission est passée avec succès.
- Après l'admission, la personne soumet la demande de subvention complète dans le délai imparti.
- L'attribution se fait selon les priorités suivantes :
 1. les demandes des candidats qui remplissent les critères du groupe cible sont traitées dans l'ordre de l'arrivée du dossier d'inscription (premier arrivé, premier servi).
 2. la demande est examinée par l'école selon les critères mentionnés au point 4 et acceptée/reportée/refusée.
- L'admission a lieu à la date la plus proche possible, fixée par l'école concernée.
- Dans des cas exceptionnels et justifiés, il est possible de déroger au groupe cible et aux critères.

6. Attribution des subventions

- Chaque année, 10 places avec contrat de formation avec l'école sont financées, de préférence pour le semestre de printemps. En règle générale, les places sont attribuées comme suit :
 - 9 au BZ Pflege à Berne, en allemand,
 - 1 au ceff SANTÉ-SOCIAL à St-Imier, en français.
- La répartition est fixée périodiquement entre les écoles. Si une ou plusieurs places ne peuvent pas être attribuées une année, les écoles se concertent pour attribuer les places jusqu'à un maximum de 10 à l'autre école.
- Si la subvention d'encouragement n'est pas épuisée au semestre de printemps, les places restantes sont attribuées en automne.
- Les subventions d'encouragement sont attribuées pour la première fois au semestre de printemps 2023.
- Si les 50 places n'ont pas toutes été attribuées en 2027, le BZ Pflege et le ceff SANTÉ-SOCIAL soumettent une demande à la DSSI pour pouvoir attribuer les places non encore utilisées après 2027. La DSSI décide si une place de formation est financée et, le cas échéant, combien et à quelle école.
- Compétences des écoles :

BZ Pflege:	ceff SANTÉ-SOCIAL:
<ul style="list-style-type: none"> – La direction de l'examen d'aptitude au BZ Pflege transmet en interne la demande et la requête du bénéficiaire à la direction des services. 	<ul style="list-style-type: none"> – La demande est analysée par la direction adjointe du ceff SANTÉ-SOCIAL qui décide de l'attribution des subventions.
<ul style="list-style-type: none"> – La direction des services et le responsable de l'examen d'aptitude déclinent de l'approbation de la demande des subventions. 	

- La décision est communiquée par écrit aux candidats.
- Le directeur du BZ Pflege, respectivement du ceff SANTÉ-SOCIAL décide des éventuels recours.

- Le contrat de subvention est conclu en même temps que le contrat de formation.

7. Financement

Les fonds nécessaires à cette mesure d'encouragement sont inclus dans le budget de la Direction de la santé, des affaires sociales et de l'intégration (DSSI) et mis à la disposition de la Direction de l'instruction publique et de la culture (INC). Les fonds sont transférés chaque année au BZ Pflege, respectivement au ceff SANTÉ-SOCIAL.

Le BZ Pflege, respectivement le ceff SANTÉ-SOCIAL établissent chacun une comparaison du budget et de l'utilisation des subventions au moyen d'un décompte annuel final. La non-occupation des places et les interruptions d'études peuvent conduire à une sous-utilisation du budget, les semestres de répétition à un dépassement du budget. La comparaison budget-utilisation est mise à la disposition de l'INC et de la DSSI au cours du premier trimestre de chaque année.

En cas d'écart importants, la DSSI décide d'éventuelles mesures. En 2027, le BZ Pflege et le ceff SANTÉ-SOCIAL demandent comment utiliser une sous-utilisation du budget sur toutes les années (2023-2027) (ex. admissions supplémentaires dans le cadre du budget disponible en 2028 ; remboursement). La DSSI décide si une place de formation est financée et, le cas échéant, combien et à quelle école.

8. Interruption

En cas d'interruption de la formation, la subvention d'encouragement continue à être versée après la reprise de la formation.

9. Répétition

Pendant toute la durée de la formation, une répétition de 6 mois au maximum et/ou une répétition en cas d'échec à la procédure de qualification finale de 6 mois au maximum sont financées.

10. Fin, résiliation et obligation de remboursement

Il n'existe pas d'obligation de remboursement si :

- La formation est achevée dans les règles et que le diplôme est obtenu.
- Le contrat de formation est résilié en raison de résultats insuffisants.

Il existe une obligation de remboursement si :

- Le contrat de formation est résilié sans raison importante de la part de l'étudiant-e (les raisons importantes sont par exemple la maternité ou des raisons de santé).

Explications sur l'obligation de remboursement :

- L'étudiant-e s'engage à rembourser la différence entre le salaire brut avec subvention d'encouragement et le salaire habituel de formation.
- L'obligation de remboursement se base sur le salaire brut déduit de l'AVS/AC.
- Le BZ Pflege, respectivement le ceff SANTÉ-SOCIAL s'engagent à veiller à ce que l'obligation de remboursement soit respectée.

Si le remboursement des subventions entraîne une situation exceptionnellement difficile pour les personnes concernées, le directeur du BZ Pflege, respectivement du ceff SANTÉ-SOCIAL peut y renoncer à la demande de l'étudiant-e.

11. Adaptations de la mise en œuvre

Celles-ci peuvent être effectuées par le BZ Pflege / ceff SANTÉ-SOCIAL pour autant qu'elles n'affectent pas les objectifs et le budget.

12. Reporting

Le BZ Pflege et le ceff SANTÉ-SOCIAL établissent chacun un reporting annuel à l'attention de la DSSI et de l'INC (voir aussi point 7).

13. Communication

Des informations sont données :

- Aux séances d'information et aux forums du BZ Pflege / du ceff SANTÉ-SOCIAL
- à OdA Gesundheit Bern, OrTra santé-social Berne francophone, INC, DSSI, OP
- sur la page d'accueil du site internet du BZ Pflege et du ceff SANTÉ-SOCIAL
- à la pratique via le courriel trimestriel de la division Pratique du BZ Pflege
- aux candidats déjà inscrits

Berne / St-Imier,

Thomas Ruprecht, Dr.
Directeur du BZ Pflege

Daniel Roulin
Directeur du ceff SANTÉ-SOCIAL

Approuvé:

Berne,

Elisabeth Stalder-Riesen
Bereichsleiterin nichtuniversitäre Gesundheitsberufe
Fachstelle Gesundheitsberufe

Abteilung Aufsicht und Bewilligung
Gesundheitsamt
Gesundheits-, Sozial- und Integrationsdirektion (GSI) des Kantons Bern

Philipp Stadelmann
Leiter Fachstelle Höhere Berufsbildung

Abteilung Weiterbildung AWB
Mittelschul- und Berufsbildungsamt
Bildungs- und Kulturdirektion des Kantons Bern

Konzept Förderbeiträge 2023-2027

1. Ausgangslage:

Der Fachkräftemangel ist in allen Versorgungsbereichen im Kanton Bern eine Tatsache. Ob wegen oder trotz Corona erfährt die Ausbildung Pflege HF im Moment einen grösseren Zuspruch, den es zu nutzen und auszubauen gilt, um dem Fachkräftemangel zu begreifen.

Ziel des Förderprogramms ist, das Segment von potentiellen Studierenden Pflege HF ab 27 Jahren zu erreichen, welche die Ausbildung bisher aus finanziellen Gründen nicht in Erwägung gezogen haben. Diese Zielgruppe muss die eigenen Lebenserhaltungskosten auch während der Ausbildungszeit bestreiten können. Zudem fallen je nach dem auch Betreuungspflichten für eigene Kinder an. Mit der finanziellen Unterstützung soll es dieser Zielgruppe (Spätberufene / Quereinstiegende) ermöglicht werden, die tertiäre Pflegeausbildung auf Stufe Höhere Fachschule zu absolvieren. Dazu wird für die Ausbildungszeit ein erhöhter monatlicher Ausbildungslohn von CHF 3'500.-- (inkl. 13. Monatslohn => 13 x CHF 3'500 = CHF 45'500 pro Jahr) gewährt.

2. Grundlagen

Motion «Fachkräftemangel bei der HF-Pflege-Ausbildung: Jetzt braucht es einen zusätzlichen Schub» vom Juni 2021.

3. Zielsetzung

- Potenzial von Studierenden ab dem 27. Altersjahr, welche sich für die Ausbildung Pflege HF interessieren, dies aber auf Grund ihrer finanziellen Möglichkeiten nicht leisten können, wird genutzt.
- Die Rekrutierungszahlen werden erhöht, die Studierendenzahl zwischen Frühlings- und Herbstsemester wird ausgeglichen.
- Der Fachkräftemangel in den bernischen Institutionen des Gesundheitswesens wird abgefedert.
- In den Jahren 2023-2027 werden je 10 Studierende pro Jahr aufgenommen (die Studierenden im Förderprogramm werden somit 2023-2030 finanziell unterstützt). 9 Ausbildungsplätze sind am BZ Pflege in Bern für deutschsprachige Personen, 1 Ausbildungsplatz ist am ceff SANTÉ-SOCIALE in St. Imier für französischsprachige Personen finanziert.

4. Zielgruppe und Kriterien

Interessierte im Alter ab 27 Jahren mit einer Schulanstellung , die

- mindestens 2 Jahre im Kanton Bern stipendienrechtlicher Wohnsitz haben,
- den Lebensunterhalt in den letzten 2 Jahren finanziell selbstständig bestritten haben und keine anderweitige finanzielle Unterstützung erhalten (private oder familiäre Finanzierungsunterstützung), und den Lebensunterhalt mit dem ordentlichen Lohn während der Ausbildung Pflege HF nachweislich nicht finanzieren können,
- das Aufnahmeverfahren erfolgreich absolviert haben,
- sich verpflichten, nach Abschluss der Ausbildung mindestens zwei Jahren im Kanton Bern als diplomierte Pflegefachperson zu arbeiten.



5. Abfolge Gesuch für einen Förderbeitrag

- Die Kandidierenden bekunden mit der Anmeldung für die Ausbildung Pflege HF die Absicht, nach erfolgter Aufnahme in die Ausbildung Pflege HF ein Gesuch für Förderbeiträge einzureichen.
- Mit der Anmeldung reichen sie das Dokument «Antrag für Förderbeiträge» ein
- Die Eignungsabklärung wird erfolgreich absolviert.
- Nach der Aufnahme reichen die Kandidierenden das vollständige Gesuch für Förderbeiträge innerhalb der vorgegebenen Frist ein (Bearbeitungszeit zwei Wochen).
- Die Zuteilung erfolgt nach folgenden Prioritäten:
 1. Die Gesuche der Kandidierenden, welche die Kriterien gemäss Zielgruppe erfüllen, werden in der Reihenfolge der bestandenen Eignungsabklärung bearbeitet (first come, first served).
 2. Das Gesuch wird von den Schulen gemäss den unter Punkt 4 aufgeführten Kriterien geprüft und bewilligt/zeitlich verschoben/abgelehnt.
Die Aufnahme erfolgt zum nächstmöglichen, von der jeweiligen Schule festgesetzten Zeitpunkt.
- In begründeten Ausnahmefällen kann in Bezug auf die Zielgruppe und die Kriterien abgewichen werden.

6. Vergabe der Förderbeiträge

- Es werden pro Jahr 10 Plätze mit Schulanstellung (Aufnahme in Ausbildung) finanziert, bevorzugt für das Frühlingssemester. In der Regel sind die Plätze wie folgt zugeteilt:
 - 9 beim BZ Pflege in Bern, deutsch,
 - 1 beim ceff SANTÉ-SOCIALE in St Imier, französisch.Die Verteilung wird periodisch zwischen den Schulen festgesetzt. Sofern ein/mehrere Plätze in einem Jahr nicht vergeben werden können, sprechen sich die Schulen ab um die Plätze bis zum Maximum von 10 an der anderen Schule zu vergeben.
- Wird der Förderbeitrag im Frühlingssemester nicht ausgeschöpft, werden die restlichen Förderplätze im Herbst vergeben.
- Erstmals werden im Frühlingssemester 2023 Förderbeiträge vergeben.
- Sollten im 2027 nicht alle 50 Plätze vergeben worden sein, stellt das BZ Pflege und das ceff SANTÉ-SOCIALE ein Gesuch an die GSI, um die noch nicht vergebenen Plätze nach 2027 vergeben zu dürfen. Die GSI entscheidet ob, und wenn ja an welcher Schule welche Ausbildungsplätze weiterfinanziert werden.
- Zuständigkeiten der Schulen:

BZ Pflege:	ceff SANTÉ-SOCIAL:
<ul style="list-style-type: none">– Die Leitung Eignungsabklärung am BZ Pflege leitet den Antrag und das Gesuch der Begünstigten intern an die Leitung Services weiter.– Die Leitung Services und die Fachverantwortliche Eignungsabklärung entscheiden über die Bewilligung des Gesuchs für Förderbeiträge.	<ul style="list-style-type: none">– La demande est analysée par la direction adjointe du ceff SANTÉ-SOCIAL qui décide de l'attribution des subventions.

- Der Entscheid wird den Kandidierenden schriftlich mitgeteilt.
- Der Direktor des BZ Pflege bzw. des ceff SANTÉ-SOCIALE entscheidet über allfällige Rekurse.

- Gemeinsam mit dem Ausbildungsvertrag wird der Vertrag Förderbeiträge abgeschlossen.

7. Finanzierung

Die für diese Fördermassnahme benötigten Mittel sind im Budget der Gesundheits-, Sozial- und Integrationsdirektion (GSI) enthalten und werden der Bildungs- und Kulturdirektion (BKD) zur Verfügung gestellt. Die Mittel werden jährlich an das BZ Pflege bzw. an das ceff SANTÉ-SOCIALE weitergeleitet.

Das BZ Pflege bzw. das ceff SANTÉ-SOCIALE erstellen je mittels Jahres-Schlussabrechnung einen Budget-IST-Vergleich und zeigen den Stand der Fördermittelverwendung auf. Nichtbesetzung der Plätze und Studienabbrüche können zu einer Unterschreitung, Repetitionssemester zu einer Überschreitung des Budgets führen. Der Budget-IST-Vergleich wird jeweils im 1. Quartal sowohl der BKD wie auch der GSI zur Verfügung gestellt.

Bei grossen Abweichungen entscheidet die GSI über allfällige Massnahmen. Im 2027 beantragt das BZ Pflege und das ceff SANTÉ-SOCIALE, wie eine Unterschreitung des Budgets über alle Jahre (2023-2027) verwendet werden soll (Bsp. zusätzliche Aufnahmen im Rahmen des verfügbaren Budgets im 2028; Rückzahlung). Die GSI entscheidet ob, und wenn ja an welcher Schule welche Ausbildungsplätze weiterfinanziert werden.

8. Unterbruch

Bei einem Unterbruch der Ausbildung, wird der Förderbeitrag nach Wiederaufnahme der Ausbildung weiter ausgerichtet.

9. Repetition

Während der gesamten Ausbildung wird maximal eine Repetition von höchstens 6 Monaten und/oder eine Repetition bei nichtbestandenem Abschlusssexamen von höchstens 6 Monaten finanziert.

10. Beendigung, Auflösung und Rückzahlungspflicht

Es besteht keine Rückzahlungspflicht:

- Wenn die Ausbildung ordentlich beendet und das Diplom Pflege HF erreicht wird.
- Wenn das Ausbildungsverhältnis auf Grund eines wiederholten ungenügenden Kompetenzbereichs aufgelöst wird.

Es besteht eine Rückzahlungspflicht:

- Wenn das Ausbildungsverhältnis **ohne** wichtigen Grund von Seiten der Studierenden aufgelöst wird (wichtige Gründe sind z.B. Mutterschaft, gesundheitliche Gründe).

Ausführungen zur Rückzahlungspflicht:

- Die/der Studierende verpflichtet sich, die Differenz zwischen dem Bruttolohn mit Förderbeitrag und der üblichen Ausbildungsschädigung zurückzuzahlen.
- Für die Rückzahlungspflicht wird vom Bruttolohn abzüglich AHV/ALV ausgegangen.
- Das BZ Pflege bzw. das ceff SANTÉ-SOCIALE verpflichten sich, dafür zu sorgen, dass die Rückzahlungspflicht eingehalten wird.
- Wenn die Rückzahlung der Beiträge zu einer ausserordentlichen Härte für die Betroffenen führt, kann der Direktor des BZ Pflege bzw. des ceff SANTÉ-SOCIALE auf Antrag der Studierenden darauf verzichten.



11. Umsetzungsanpassungen

Diese können vom BZ Pflege/ ceff SANTÉ-SOCIALE vorgenommen werden, solange sie die Zielsetzungen und das Budget nicht betreffen.

12. Reporting

Das BZ Pflege und das ceff SANTÉ-SOCIALE erstellen je jährlich zu Handen der GSI und der BKD ein Reporting (siehe auch Pkt 7).

13. Kommunikation

Informationen erfolgen:

- an den Informationsveranstaltungen und Foren des BZ Pflege / des ceff SANTÉ-SOCIALE
- an OdA Gesundheit Bern, OrTra santé-social Berne-francophone, BKD, GSI, BIZ
- auf der Homepage des BZ Pflege und dem ceff SANTÉ-SOCIALE
- an die Praxis mittels Quartalmail der Abteilung Praxis BZ Pflege
- die schon gemeldeten Kandidierenden werden informiert

Bern/St-Imier, *21.03.2023*

T. Ruprecht, 21.3.2023

Thomas Ruprecht, Dr.
Direktor
des Berner Bildungszentrum Pflege

Daniel Roulin *27.03.23*

Daniel Roulin
Directeur
du ceff SANTÉ-SOCIALE

Genehmigt:

Bern, *03.04.2023*

E. Stalder

Elisabeth Stalder-Riesen
Bereichsleiterin nichtuniversitäre Gesundheitsberufe
Fachstelle Gesundheitsberufe

PS

Philipp Stadelmann
Leiter Fachstelle Höhere Berufsbildung

Abteilung Aufsicht und Bewilligung
Gesundheitsamt
Gesundheits-, Sozial- und Integrationsdirektion (GSI) des Kantons Bern

Abteilung Weiterbildung AWB
Mittelschul- und Berufsbildungsamt
Bildungs- und Kulturdirektion des Kantons Bern